

Sommaire indicatif du rapport du Président à l'Assemblée de la Polynésie française

1 Activité du gouvernement

→ *Contributions des cabinets ministériels.*

1.1 Bilans ministériels

- 1.1.1 Bilan ministériel du Président de la Polynésie française (PR)
- 1.1.2 Bilan ministériel de la Vice-Présidence (VP)
- 1.1.3 Bilan ministériel du Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle (MFT)
- 1.1.4 Bilan ministériel du Ministère des grands travaux, de l'équipement en charge des transports aériens, terrestres et maritimes et de la décentralisation (MGT)
- 1.1.5 Bilan ministériel du Ministère de l'économie, du budget et des finances en charge des énergies, des postes et télécommunications (MEF)
- 1.1.6 Bilan ministériel du Ministère du foncier et du logement, en charge de l'aménagement (MFL)
- 1.1.7 Bilan ministériel du Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale (MPR)
- 1.1.8 Bilan ministériel du Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture (MEE)
- 1.1.9 Bilan ministériel du Ministère de la santé en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée (MSP)
- 1.1.10 Bilan ministériel du Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance en charge de l'artisanat (MJP)

1.2 Schémas directeurs sectoriels

1.2.1 Présentation des schémas sectoriels

1.2.2 Schéma d'aménagement général de la Polynésie française (SAGE) : 2020 - 2035

1.2.3 Schémas directeurs de l'agriculture : 2021 - 2030

1.2.4 Stratégie de développement touristique de la Polynésie française - Fari'ira'a Manihini : 2022 - 2027

1.2.5 Stratégie de l'innovation de la Polynésie française : 2022 - 2030

1.2.6 Principes directeurs de la politique énergétique de la Polynésie française : 2030

1.2.7 Schéma directeur d'aménagement du numérique de la Polynésie française (SDAN) : 2017 - 2025

1.2.8 Schéma directeur du transport interinsulaire maritime et aérien : 2015 - 2025

1.2.9 Schéma directeur des transports collectifs et des déplacements durables de l'île de Tahiti : 2015 - 2035

1.2.10 Politique de l'eau : 2021 - 2030

1.2.11 Charte de l'éducation de la Polynésie française : 2017 - 2027

1.2.12 Convention relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État : 2017 - 2027

1.2.13 Projet polynésien de l'enseignement agricole : 2021 - 2025

1.2.14 Orientations stratégiques de la politique de santé : 2016 - 2025

1.2.15 Plan d'orientation stratégique pour une politique publique pour la famille : 2016 - 2028

1.2.16 Schéma de l'insertion sociale par l'activité économique : 2023-2032

1.2.17 Politique publique de l'habitat : 2022 - 2030

1.2.18 Plan stratégique de réforme du système de gestion des finances publiques de la Polynésie (RGFP) : 2018 - 2027

1.2.19 Schéma directeur de l'action sociale et médico-sociale de la Polynésie française : 2025 - 2030

1.2.20 Schéma directeur de la jeunesse : 2025 - 2035

1.2.21 Schéma directeur de développement de l'hébergement marchand, terrestre et flottant, à l'échelle de la Polynésie française : 2025 - 2035

1.2.22 Schéma directeur de l'artisanat traditionnel : 2025 - 2035

2 Situation économique et financière

→ Contribution de l'Institut de la Statistique de la Polynésie française (ISPF).

2.1 Présentation du contexte socio-économique et financier de la Polynésie française

3 Organisation de l'administration

→ Contributions de : l'Autorité polynésienne de la concurrence (APC), des délégués interministériels, des services administratifs, des EPA et EPIC, de la CPS, de la DGEE pour les informations relatives aux EPE, et la DBF pour celles relatives aux sociétés et GIE.

3.1 Présentation et principes

3.2 Autorités administratives

3.2.1 Principes d'organisation et présentation

3.2.2 État synthétique de l'Autorité polynésienne de la concurrence (APC)

3.3 Délégués interministériels

- 3.3.1 Délégué interministériel au handicap et à l'inclusion
- 3.3.2 Délégué interministériel en charge du travail, de l'emploi et de la protection sociale généralisée
- 3.3.3 Délégué interministériel en charge du climat
- 3.3.4 Délégué interministériel en charge de la lutte contre les addictions et les violences
- 3.3.5 Délégué interministériel en charge de la décentralisation

3.4 Services administratifs

3.4.1 Principes d'organisation et présentation

3.4.2 État synthétique par entité

- 3.4.2.1 Agence de développement économique de la Polynésie française (ADE)
- 3.4.2.2 Agence de régulation de l'action sanitaire et sociale (ARASS)
- 3.4.2.3 Service de l'artisanat traditionnel de la Polynésie française (ART)
- 3.4.2.4 Circonscription des îles Australes (CAU)
- 3.4.2.5 Contrôle des dépenses engagées (CDE)
- 3.4.2.6 Circonscription des îles sous-le-vent (CISL)
- 3.4.2.7 Circonscription des îles Marquises (CMQ)
- 3.4.2.8 Service de la communication (COM)
- 3.4.2.9 Circonscription des îles Tuamotu et Gambier (CTG)
- 3.4.2.10 Direction de la construction et de l'aménagement (DAC)
- 3.4.2.11 Direction des affaires foncières (DAF)
- 3.4.2.12 Direction de l'agriculture (DAG)
- 3.4.2.13 Délégation aux affaires internationales, européennes et du Pacifique (DAIE)
- 3.4.2.14 Direction du budget et des finances (DBF)
- 3.4.2.15 Direction de la biosécurité (DBS)
- 3.4.2.16 Direction de la construction et de l'aménagement (DCA)
- 3.4.2.17 Direction de la commande publique (DCO)
- 3.4.2.18 Direction de la culture et du patrimoine (DCP)
- 3.4.2.19 Délégation pour le développement des communes de la Polynésie française (DDC)
- 3.4.2.20 Direction de l'équipement (DEQ)
- 3.4.2.21 Direction générale des affaires économiques (DGAE)
- 3.4.2.22 Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE)
- 3.4.2.23 Direction générale de l'économie numérique (DGEN)
- 3.4.2.24 Direction des talents et de l'innovation (DTI)
- 3.4.2.25 Délégation à l'habitat et à la ville (DHV)
- 3.4.2.26 Direction des impôts et des contributions publiques (DICP)
- 3.4.2.27 Direction de l'environnement (DIREN)
- 3.4.2.28 Direction de la jeunesse et des sports (DJS)
- 3.4.2.29 Direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM)
- 3.4.2.30 Délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse (DPDJ)
- 3.4.2.31 Direction polynésienne de l'énergie (DPE)
- 3.4.2.32 Délégation de la Polynésie française à Paris (DPF)
- 3.4.2.33 Direction des ressources marines (DRM)
- 3.4.2.34 Délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires (DSCEN)
- 3.4.2.35 Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE)
- 3.4.2.36 Direction du système d'information (DSI)
- 3.4.2.37 Direction de la santé (DSP)
- 3.4.2.38 Direction des transports terrestres (DTT)
- 3.4.2.39 Service de l'imprimerie officielle (IO)
- 3.4.2.40 Délégation à la recherche (REC)
- 3.4.2.41 Service d'accueil et de sécurité (SAS)
- 3.4.2.42 Service du tourisme (SDT)
- 3.4.2.43 Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI)
- 3.4.2.44 Secrétariat général du Conseil économique, social, environnemental et culturel (SG-CESEC)
- 3.4.2.45 Secrétariat général du gouvernement (SGG)
- 3.4.2.46 Service des moyens généraux (SMG)

- 3.4.2.47 Service du patrimoine archivistique et audiovisuel (SPAA)
- 3.4.2.48 Service des parcs et jardins et de la propreté (SPJP)
- 3.4.2.49 Service de la traduction et de l'interprétariat (STI)
- 3.4.2.50 Direction du travail (TRAV)

3.5 Commissions et comités

3.6 Établissements publics (EPA, EPIC, EPE et autres organismes)

- 3.6.1 Présentation générale des établissements publics
- 3.6.2 Gouvernance des établissements publics
- 3.6.3 Établissements publics administratifs (EPA)
 - 3.6.3.1 Conservatoire artistique de la Polynésie française (CAPF)
 - 3.6.3.2 Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL)
 - 3.6.3.3 Centre de formation professionnelle des adultes (CFPA)
 - 3.6.3.4 Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)
 - 3.6.3.5 Centre des métiers d'art de la Polynésie française (CMA)
 - 3.6.3.6 Centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF)
 - 3.6.3.7 Fare Tama hau (FTH)
 - 3.6.3.8 Institut d'insertion médico-éducatif (IIME)
 - 3.6.3.9 Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française (IJSPF)
 - 3.6.3.10 Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF)
 - 3.6.3.11 Musée de Tahiti et des îles : Te Fare iamanaha (MTI)
 - 3.6.3.12 Maison de la culture : Te Fare Tauhiti nui (TFTN)
- 3.6.4 Établissements publics d'enseignement (EPE)
 - 3.6.4.1 État synthétique des établissements d'enseignement
- 3.6.5 Établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC)
 - 3.6.5.1 Établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT)
 - 3.6.5.2 Établissement Grands Projets de Polynésie (G2P)
 - 3.6.5.3 Établissement public Vanille de Tahiti (EVT)
 - 3.6.5.4 Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC)
 - 3.6.5.5 Institut du cancer de Polynésie française (ICPF)
 - 3.6.5.6 Institut Louis-Malardé (ILM)
 - 3.6.5.7 Office des postes et télécommunications (OPT)
 - 3.6.5.8 Office polynésien de l'habitat (OPH)
 - 3.6.5.9 Port autonome de Papeete (PAP)
- 3.6.6 Autres organismes
 - 3.6.6.1 Caisse de prévoyance sociale (CPS)
 - 3.6.6.2 Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers (CCISM)

3.7 Délégations de service public

- 3.7.1 Principes d'organisation et présentation
- 3.7.2 État synthétique par délégation

3.8 Sociétés et GIE dans lesquels la Polynésie détient des participations

3.8.1 Principes d'organisation et présentation

3.8.2 État synthétique par entité

3.8.2.1 Abattage de Tahiti

3.8.2.2 Aéroport de Tahiti (ADT)

3.8.2.3 Agence France Locale - Société territoriale (AFL-ST)

3.8.2.4 Air Tahiti (AT)

3.8.2.5 Air Tahiti Nui (ATN)

3.8.2.6 EDT Engie

3.8.2.7 Laboratoire des travaux publics de Polynésie

3.8.2.8 Huilerie de Tahiti (HT)

3.8.2.9 Port de Pêche de Papeete (S3P)

3.8.2.10 Société Assainissement des eaux de Tahiti - Vaitama

3.8.2.11 Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP)

3.8.2.12 Société de transport d'énergie électrique en Polynésie (TEP)

3.8.2.13 SOCREDO

3.8.2.14 Tahiti Nui Hélicoptère (TNH)

3.8.2.15 Tahiti Nui Télévision (TNTV)

3.8.2.16 GIE Tahiti Tourisme

4 État des moyens

→ Contributions des services supports : DTI, DSI, DAF, DEQ, et DPE.

4.1 Ressources humaines (bilan social de l'administration)

Il s'agit du bilan social de l'administration polynésienne au titre de l'année 2025 élaboré par la DTI.

4.2 Système d'information

Bilan sur l'état du système d'information de l'administration établi par la DSI.

4.3 Patrimoine

État du patrimoine établi par la DBF.

4.4 Immobilier

État de l'immobilier établi par la DAF.

4.5 Parc automobile

État du parc automobile établi par la DEQ.

4.6 Équipement en énergie

État de la consommation énergétique de l'administration établi par la DPE.

5 Contribution à l'organisation

→ Contributions des services supports : DTI, CDE, DBF.

5.1 Dispositif de maîtrise des activités

5.1.1 État des contrôles

Contribution de la DBF.

5.1.2 Réseaux des gestionnaires comptables

Contribution de la DBF.

5.1.3 Démarche qualité

Contribution de la DTI.

5.1.4 Enquête administrative, audit interne

Contribution de la DTI.

5.2 Modernisation du service public

5.2.1 Présentation de la stratégie

Contribution de la DTI.

5.2.2 Modernisation du code des finances publiques

Contribution de la DBF.

5.2.3 Accessibilité au service public : Fare Ora

Contribution de la DTI.

5.3 Innovation publique

5.3.1 Présentation et activité 2025

Contribution de la DTI.